
Rapport du président

Proposition de prêt

Royaume du Bhoutan

Marchés inclusifs, production, commercialisation et transformation agricoles (IMPACT)

Identifiant du projet : 2000005226

Document : EB 2025/LOT/P.25

Date : 8 décembre 2025

Distribution : publique

Original : anglais

POUR : APPROBATION

Action : Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation figurant au paragraphe 71.

Questions techniques :

Reehana Raza
Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
Courriel : r.raza@ifad.org

Roshan Cooke
Directeur national
Division Asie et Pacifique
Courriel : ro.cooke@ifad.org

Contenu

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	1
II. Description du projet	2
A. Objectifs, zone géographique d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	2
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coûts, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	10
C. Classification des risques climatiques	10
D. Viabilité de la dette	10
IV. Mise en œuvre	11
A. Cadre organisationnel	11
B. Planification, suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication	12
C. Plans de mise en œuvre	12
V. Instruments juridiques et autorité	13
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Accord de financement négocié
- II. Cadre logique
- III. Matrice intégrée des risques du projet

Équipe chargée de la mise en œuvre du projet	
Directrice régionale :	Reehana Raza
Directeur national :	Roshan Cooke
Responsable technique :	Marco Camagni
Responsable financier :	Dipak Sah
Spécialiste climat et environnement :	Anupa Rimal Lamichhane
Responsable juridique :	Ali Ezzatyar

Carte de la zone du projet



 The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.
Map compiled by IFAD | 04-12-2025

Résumé du financement

Institution initiatrice :	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire :	Royaume du Bhoutan
Agence d'exécution :	Ministère de l'agriculture et de l'élevage
Coût total du projet :	26,443 millions de dollars
Montant du prêt A du FIDA dans le cadre du système d'allocation basé sur la performance (PBAS) :	7,964 millions de dollars É.-U.
Conditions du prêt A du FIDA :	Conditions très avantageuses (SHC)
Montant du prêt B du FIDA (PBAS) :	1,991 million de dollars américains
Conditions du prêt B du FIDA :	Très concessionnel (HC)
Montant du cofinancement :	7,488 millions de dollars américains
Conditions du cofinancement :	Financement public, prêts et contributions en nature
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire :	1,617 million de dollars américains
Contribution des banques et institutions financières :	3,5 millions de dollars américains
Contribution des groupes cibles/membres :	2,371 millions de dollars américains
Déficit de financement :	9,0 millions de dollars
Montant du financement climatique du FIDA :	6,622 millions de dollars (dont 0,8 million de dollars au titre du complément climatique)

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Le Royaume du Bhoutan a connu une croissance économique nationale significative et une réduction de la pauvreté de plus de 50 % depuis 2007. Cependant, bien que son secteur agricole emploie la majeure partie de la population, il ne contribue qu'à hauteur de 19,2 % au PIB. Le secteur est fortement limité par le relief montagneux du pays, les terres arables limitées, la vulnérabilité climatique et la pénurie de main-d'œuvre due à la migration des campagnes vers les villes. Ces défis ont entraîné une dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires, qui ont totalisé plus de 10 milliards de BTN, soit 113 millions de dollars américains, en 2021, représentant pour plus de 50 % des besoins alimentaires nationaux et exposant le Bhoutan aux risques du marché extérieur. En réponse, le treizième plan quinquennal du pays (2024-2029) vise à transformer le secteur en un système résilient, productif et orienté vers le commerce en encourageant l'agriculture biologique intelligente face au climat, en augmentant la commercialisation et en renforçant les systèmes de commercialisation, dans le but de stimuler la contribution de l'agriculture à la croissance du PIB de 3 à 10 % et de soutenir l'objectif national de doubler le PIB pour atteindre 5 milliards de dollars américains d'ici 2029.

Aspects particuliers liés aux priorités d'intégration du FIDA

2. Conformément aux engagements du FIDA en matière d'intégration, le projet a été validé comme suit :

- ☒ Intégrant le financement climatique
- ☒ Transformateur en matière d'égalité des sexes
- ☒ Sensible aux questions liées à la jeunesse
- ☒ Intégrant la capacité d'adaptation

Justification de la participation du FIDA

3. Le projet « Marchés inclusifs, production, commercialisation agricole et (IMPACT) soutient les priorités du treizième plan quinquennal, en mettant fortement l'accent sur la transformation des systèmes alimentaires grâce à l'amélioration de la gestion après récolte et le développement de la chaîne de valeur. Son objectif est de réduire la pauvreté et de renforcer la résilience des petits exploitants agricoles en soutenant la transition vers des systèmes alimentaires résilients au changement climatique, inclusifs et rentables.
4. S'appuyant sur les succès du Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et des moyens de subsistance résilients (CARLEP) financé par le FIDA, IMPACT permettra d'intensifier la production intelligente face au climat, de renforcer les organisations d'agriculteurs et d'améliorer l'intégration des marchés. En s'attaquant aux principales contraintes sectorielles, telles que l'accès limité au crédit, l'agrégation, la valeur ajoutée et la connectivité des marchés, IMPACT vise à stimuler la productivité durable, à augmenter les revenus des agriculteurs et à protéger les moyens de subsistance contre les risques liés au climat.
5. Fort de plus de 20 ans d'expérience dans le développement de chaînes de valeur laitières et maraîchères dans l'est du Bhoutan, le FIDA est bien placé pour mener à bien les objectifs du projet. En mettant l'accent sur l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes tout au long de la chaîne de valeur agroalimentaire, IMPACT s'attaque à la fois aux priorités du développement rural et aux défis liés au chômage. L'expertise du FIDA en matière de planification d'entreprise, d'éducation financière et de connaissances commerciales, d'engagement sur les marchés et de gouvernance organisationnelle lui confère une position unique pour renforcer les organisations d'agriculteurs, promouvoir l'agro-industrie inclusive et faire progresser les priorités du Bhoutan en matière de commercialisation agricole.

B. Leçons apprises

6. **Modèles de partenariat public-privé.** La collaboration fructueuse entre le CARLEP, Koufuku International Limited (KIL) et Bhutan Agro Industries Limited (BAIL) démontre comment des partenariats public-privé structurés peuvent créer des systèmes de marché durables. IMPACT institutionnalisera ces approches, en renforçant les

les liens qui fournissent aux agriculteurs des revenus accrus, des marchés assurés, un soutien technique et des opportunités de valeur ajoutée.

7. **Renforcer les modèles d'intégration des marchés dirigés par des agrégateurs.** Le succès de la Eastern Agricultural Marketing Cooperative (EAMC), la première coopérative de ce type au Bhoutan, démontre le pouvoir des systèmes d'agrégation bien structurés dans la transformation du marketing rural. L'EAMC a intégré des liens en amont avec plus de 2 000 agriculteurs répartis dans six *dzongkhags* (districts) grâce à la mise en place d'un réseau de centres de collecte. L'EAMC fournit à l'avance des intrants et des liquidités aux agriculteurs, ainsi que des services de conseil pour répondre à la demande du marché.
8. **Renforcer le soutien aux entreprises axées sur les jeunes et les femmes.** Subventions de contrepartie et soutien au développement des entreprises pour les jeunes diplômés, en particulier dans les secteurs à forte valeur ajoutée des secteurs tels que la culture des champignons se sont révélés attractifs pour les jeunes entrepreneurs et peuvent être facilement développés à plus grande échelle. En outre, le développement agricole axé sur les femmes, illustré par le Chechey Women's Dairy Group, démontre le potentiel transformateur de la priorité accordée au leadership féminin.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone géographique d'intervention et groupes cibles

9. **L'objectif d'IMPACT** est de réduire la pauvreté et d'améliorer la résilience des petits exploitants agricoles. **L'objectif de développement** est de soutenir les petits exploitants agricoles dans leur vers des systèmes alimentaires résilients au changement climatique, inclusifs et rentables. La durée du projet est de six ans.
10. IMPACT s'appuiera stratégiquement sur les fondements du CARLEP pour faire progresser la vision de transformation économique du Bhoutan. Il sera mis en œuvre dans sept *dzongkhags* des régions orientale et centrale du Bhoutan : Lhuentse, Mongar, Pema Gatshel, Samdrup Jongkhar, Trashigang, Trashigang Yangtse et Bumthang. Le projet représente une évolution cruciale par rapport aux interventions axées sur la production du CARLEP vers une approche globale axée sur la commercialisation qui comble les principales lacunes en matière d'intégration des marchés grâce à des investissements stratégiques dans le renforcement des capacités, les infrastructures de marché, les capacités de création de valeur ajoutée et les services de développement des entreprises.
11. IMPACT cible les agriculteurs semi-commerciaux et commerciaux qui sont sortis de la pauvreté grâce au programme CARLEP, mais qui restent vulnérables à un retour sous le seuil de pauvreté en raison des chocs climatiques et économiques. Ils ont besoin d'une consolidation et d'un soutien supplémentaires pour mettre en place des systèmes de production résilients au climat et améliorer leur préparation au marché.
12. IMPACT bénéficiera directement à 15 500 petits exploitants agricoles, soit 68 200 personnes, en mettant fortement l'accent sur la participation inclusive, afin de garantir que 50 % des membres du groupe cible soient des femmes (7 750) et 16 % des jeunes âgés de 18 à 35 ans (2 480).

B. Composantes, sous-composantes, résultats et activités

13. Le projet s'articule autour de deux volets interdépendants : (i) le développement d'une chaîne de valeur agricole et d'élevage inclusive ; et (ii) des systèmes alimentaires résilients au changement climatique et orientés vers le marché.

Composante 1. Développement inclusif de la chaîne de valeur agro-pastorale

14. Cette composante vise à transformer le secteur agricole du Bhoutan en renforçant la commercialisation, les opportunités d'investissement et l'engagement politique. Elle aidera les groupes d'agriculteurs et les entrepreneurs agricoles à établir des liens plus solides avec le marché, à accéder au financement et à améliorer la compétitivité de leurs entreprises.

Sous-composante 1.1. Renforcer la commercialisation et les opportunités d'investissement

Résultat 1.1.1. Facilitation des liens avec les marchés et des investissements

15. **Plans d'investissement stratégiques.** IMPACT élaborera des plans d'investissement stratégiques complets pour sept produits prioritaires (produits laitiers, légumes, miel, maïs, sarrasin, champignons et plantes fruitières annuelles), en identifiant les contraintes et les opportunités de commercialisation pour les marchés nationaux et d'exportation.
16. **Plateformes multipartites.** Le projet facilitera la mise en place de plateformes spécifiques à chaque produit qui réuniront les producteurs, les négociants et les parties prenantes afin de conclure des accords commerciaux, avec le soutien de 300 événements interentreprises et entre entreprises et services coordonnés par le Département du marketing agricole et des coopératives (DAMC) et les Bureaux régionaux du marketing agricole et des coopératives (RAMCO).
17. **Capacité des institutions financières.** IMPACT améliorera les prêts agricoles grâce à des partenariats avec la Bhutan Development Bank Limited et des institutions de microfinance. Les agents de crédit seront formés aux prêts basés sur les flux de trésorerie et travailleront avec l'agent financier rural (RFO) du projet afin de faciliter l'octroi de 3,5 millions de dollars de prêts à 2 420 emprunteurs (20 % du groupe cible).

Résultat 1.1.2. Renforcement des compétences en matière de compétitivité et de développement des entreprises

18. **Consolidation des groupes d'agriculteurs.** Le projet consolidera les petits groupes existants en 50 groupes d'agriculteurs plus importants et 15 coopératives composées d'au moins 15 membres. Des critères de mise à niveau structurés seront utilisés pour évaluer la maturité organisationnelle en vue de l'éligibilité au co-investissement.
19. **Développement commercial.** IMPACT dispensera une formation en matière financière et commerciale à 930 groupes par l'intermédiaire de 300 animateurs qualifiés. Le RFO aidera 250 groupes d'agriculteurs, soit 3 490 femmes et 2 500 jeunes, à élaborer des propositions commerciales bancables afin d'obtenir des financements.

Sous-composante 1.2. Engagement politique en faveur de la commercialisation

Résultat 1.2.1. Dialogue politique autour des questions prioritaires soutenues

20. **Réunir les parties prenantes pour un dialogue politique.** Le projet IMPACT lancera deux dialogues politiques clés afin de catalyser les investissements privés et d'améliorer le financement agricole. Ces dialogues porteront sur :
 - (i) Libérer les financements : lutter contre les pratiques de prêt restrictives et promouvoir les outils de gestion des risques afin d'accroître les investissements agricoles.
 - (ii) Promouvoir l'appropriation : développer des voies de partenariat entre les secteurs public, privé et les producteurs afin d'attirer des investissements éthiques et d'aider les entreprises publiques à se transformer en exploitations agricoles appartenant à des agriculteurs.
21. Une initiative phare consistera à transférer progressivement les parts de la laiterie KIL, qui connaît un grand succès, à des coopératives laitières très performantes. L'usine KIL reçoit désormais 4 000 litres par jour provenant de 90 groupes d'agriculteurs, contre 600 litres en 2014. Cela permettra de transformer les agriculteurs de simples fournisseurs en copropriétaires disposant d'une représentation au conseil d'administration et d'un pouvoir de décision stratégique, en utilisant le cas KIL pour modéliser des structures de propriété viables pouvant être reproduites à l'échelle nationale.

Résultat 1.2.2. Promotion de l'image de marque et de la certification

22. **Certification des produits et normes de qualité.** IMPACT mettra en œuvre une approche en trois volets comprenant : (i) l'élaboration de normes de qualité rigoureuses spécifiques au Bhoutan normes ; (ii) soutien à la certification pour les normes internationales (biologique, commerce équitable, halal, indication géographique) ; et (iii) systèmes de traçabilité de bout en bout pour répondre aux exigences du marché haut de gamme et garantir la transparence de la production à la consommation.

23. **Stratégie de marque et coopération Sud-Sud.** En tirant parti des arguments de vente uniques du Bhoutan, à savoir son environnement, ses traditions et son indice de bonheur national brut, le projet développera des identités de marque fortes. Parallèlement, il accélérera l'adoption de l'agriculture biologique grâce à des échanges de connaissances avec l'État du Sikkim en Inde, afin de tirer les leçons de sa transition réussie dans un contexte comparable.
- Composante 2. Systèmes alimentaires résilients au changement climatique et orientés vers le marché**
24. Ce volet vise à renforcer la résilience et la rentabilité du secteur agricole du Bhoutan en promouvant des systèmes de production durables axés sur le marché et en investissant dans des infrastructures commerciales essentielles.
- Sous-composante 2.1. Soutenir les systèmes de production commerciale**
- Résultat 2.1.1. Amélioration de la productivité du bétail**
25. **Amélioration des programmes d'élevage.** IMPACT formera des techniciens communautaires en insémination artificielle et les équipera de kits d'insémination artificielle et des installations de la chaîne du froid. Deux centres communautaires dotés de plans d'affaires viables seront créés pour l'élevage de génisses à haut rendement laitier. Du sperme trié selon le sexe sera acheté afin de réduire le nombre de vêlages mâles et d'améliorer la productivité laitière.
26. **Systèmes de production laitière.** Le projet établira des partenariats avec des institutions internationales, notamment le Conseil national indien pour le développement laitier, afin de favoriser l'échange de connaissances. Vingt jeunes seront formés à l'utilisation et à la maintenance des équipements de la chaîne du froid laitière et recevront des kits de démarrage.
27. **Production fourragère et santé animale.** IMPACT étendra la culture de fourrage de qualité sur 5 000 acres desservant 10 000 ménages, soutiendra les technologies de fabrication d'ensilage et mettra en place deux installations de production de rations mélangées totales. La santé animale sera améliorée grâce à des mesures de biosécurité intégrées avec des procédures opérationnelles standard, des stations de désinfection, la formation de para-vétérinaires des CAIT et des applications mobiles TIC pour la surveillance des maladies. Le projet travaillera en étroite collaboration avec les centres régionaux de développement de l'élevage et l'Autorité bhoutanaise des aliments et des médicaments.
- Résultat 2.1.2. Introduction de pratiques de production résilientes au changement climatique**
28. **Production innovante de champignons.** Le projet soutiendra quatre groupes de jeunes grâce à des systèmes agricoles intelligents basés sur l'Internet des objets (IoT) pour la production de champignons et la mise en place d'installations de production de blanc de champignon. Il mobilisera les agriculteurs leaders du CARLEP pour fournir une assistance technique et soutiendra la recherche afin d'identifier un approvisionnement régulier en substrat de croissance pour la culture d'espèces de champignons à forte valeur ajoutée.
29. **Production avancée de miel.** Une formation technique sera dispensée sur les techniques d'élevage des reines afin d'améliorer la productivité des ruches et leur résistance aux maladies. IMPACT distribuera 500 ruches à des groupes de jeunes et de femmes, 20 machines hygiéniques d'extraction du miel, 50 ensembles d'équipements et des élevateurs de ruches adaptés aux femmes. Des centres de collecte de miel certifiés seront créés pour 133 ménages afin de faciliter le conditionnement pour les marchés nationaux et d'exportation. Le fourrage des abeilles sera élargi grâce au réensemencement d'espèces indigènes et de variétés de cultures productrices de nectar et de pollen sur 500 acres par groupe. Une technologie innovante utilisant des drones sera utilisée pour disperser des mélanges de semences indigènes (bombardement de semences) dans les zones les plus reculées.
30. **Intrants biologiques et amendements du sol.** Le projet soutiendra 10 petites et moyennes entreprises dans la production à l'échelle commerciale d'engrais biologiques, des biopesticides et des amendements organiques pour sols à partir de sous-produits agricoles et d'herbes forestières.
- Résultat 2.1.3. Promotion d'une gestion durable des terres**
31. **Gestion durable des terres et irrigation.** S'appuyant sur l'expérience du CARLEP, IMPACT investira dans la gestion durable des terres en soutenant 15 systèmes d'irrigation en zone aride

couvrant 1 500 acres avec des systèmes d'approvisionnement en eau efficaces. Ces projets bénéficieront à 600 ménages pour la production commerciale de légumes, de maïs et de sarrasin.

32. **Remise en état des terres en jachère.** Le projet permettra de remettre systématiquement en état les 68 841 acres de terres en jachère identifiées dans les *dzongkhags* orientaux. Dix entreprises agricoles collectives impliquant des femmes et des jeunes bénéficieront d'un soutien pour négocier la location de terres auprès des propriétaires fonciers. Ces entreprises bénéficieront d'un soutien complet, notamment pour la préparation des terres, la pose de clôtures, l'irrigation et la construction d'abris semi-permanents si nécessaire.

Sous-composante 2.2. Investir dans des infrastructures et des services axés sur le marché

Résultat 2.2.1. Soutien aux installations de post-récolte et de transformation

33. **Infrastructures de collecte et de transformation du lait.** IMPACT modernisera 30 installations de collecte et de transformation du lait. Des centres de collecte (MCC) équipés d'analyseurs automatiques du lait afin de fixer les prix en fonction de la qualité, ce qui incitera les agriculteurs et favorisera la diversification des produits. Deux MCC stratégiquement situés seront convertis en unités de transformation du lait capables de produire du fromage et du beurre pour des installations plus importantes telles que KIL. Trois mille producteurs laitiers bénéficieront d'équipements tels que des broyeurs à paille, et 200 agriculteurs non membres du CARLEP recevront des étables améliorées.

34. **Agrégation et transformation des légumes.** Le projet aidera les coopératives à investir dans sept centres d'agrégation de légumes situés dans des zones de production à haut rendement, équipés d'installations de lavage et de stockage frigorifique. Cela contribuera à améliorer la durée de conservation et la commercialisation des légumes frais et à réduire les pertes après récolte. Ces centres seront gérés par des groupes d'agriculteurs, des coopératives et des négociants/agrégateurs, soutenus par des plans d'affaires viables. En outre, IMPACT soutiendra la création de trois petites unités de transformation afin d'accroître la valeur ajoutée¹ et d'améliorer la compétitivité commerciale des légumes, des champignons, du miel et des céréales, en mettant l'accent sur les groupes/coopératives dirigés par des femmes et des jeunes.

Résultat 2.2.2. Promotion de la logistique et de l'accès au marché

35. **Solutions de transport et coordination numérique.** IMPACT déploiera cinq véhicules réfrigérés et isolés afin de réduire les délais de livraison et les pertes après récolte. Cette initiative favorisera l'optimisation des itinéraires et le transport partagé, avec l'aide de plateformes logistiques mobiles développées avec le DAMC et le projet BRECSA (Building Resilient Commercial Smallholder Agriculture (BRECSA)). Ces plateformes permettront la réservation et le suivi en temps réel afin d'accroître l'efficacité de l'utilisation des véhicules, de réduire les coûts et d'améliorer la fiabilité du service.
36. **Déploiement d'une plateforme marketing.** Le projet déploiera les plateformes marketing physiques et numériques développées par BRECSA dans les *dzongkhags* ciblés par IMPACT. Cela permettra de fournir des informations en temps réel sur le marché, de faciliter les liens directs entre producteurs et consommateurs, de renforcer l'accès au marché pour les agriculteurs situés dans l'est du Bhoutan et d'améliorer le pouvoir de négociation et les revenus grâce à une meilleure connectivité au marché.

C. Théorie du changement

37. S'appuyant sur les fondements du CARLEP, IMPACT s'attaque aux défis agroalimentaires critiques du Bhoutan, des pertes après récolte et de la fragmentation du marché à la vulnérabilité climatique. Ces derniers combinent le renforcement des capacités et la réforme des politiques afin de renforcer les chaînes de valeur grâce à des investissements directs dans une production résiliente au climat et des infrastructures post-récolte. L'accent mis de manière transversale sur l'autonomisation des femmes et des jeunes par l'entrepreneuriat et le leadership permettra de les intégrer dans des marchés rentables. Cette approche intégrée

¹ Telles que le séchage et le conditionnement des champignons, la filtration et la mise en bouteille du miel, le séchage et le marinage des légumes, ainsi que la mouture et le conditionnement des céréales.

visé à augmenter les revenus des ménages et à renforcer la sécurité alimentaire en favorisant un secteur agricole plus résilient, plus inclusif et plus orienté vers le marché.

D. Alignement, appropriation et partenariats

38. Le projet IMPACT se concentre sur les priorités nationales de développement du Bhoutan et les objectifs stratégiques du FIDA visant à promouvoir une agriculture résiliente au climat, la commercialisation et inclusion financière. Il soutient directement le treizième plan quinquennal du pays et les stratégies connexes. Le projet est conçu pour fonctionner en synergie avec les initiatives en cours de partenaires tels que la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme des Nations Unies pour le développement, et complétera complétera spécifiquement le projet BRECSA (financé conjointement par le FIDA et le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP), et mis en œuvre en partenariat avec le Programme alimentaire mondial) dans les districts adjacents.

E. Coûts, avantages et financement

39. Le coût total du projet est estimé à 26,443 millions de dollars américains, avec une contribution de 9,955 millions de dollars américains du FIDA, 1,617 million de dollars américains du gouvernement royal du Bhoutan, 2,371 millions de dollars provenant des membres du groupe cible, 3,5 millions de dollars provenant des banques et des institutions financières. Le financement du FIDA pour les activités d'adaptation au changement climatique s'élève à 6 622 000 dollars, soit 83,7 % de l'allocation totale du FIDA¹³ au Bhoutan au titre du PBAS (7 914 000 dollars). Compte tenu des ressources supplémentaires nécessaires à la mise en œuvre complète du projet, un déficit de financement de 9,0 millions de dollars É.-U. est proposé. Ce déficit de financement pourrait être comblé par des cycles de ressources ultérieurs du FIDA (selon des conditions de financement à déterminer et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement identifié avant lors du démarrage ou pendant la mise en œuvre. Le gouvernement royal du Bhoutan a fait part de son intérêt pour l'obtention d'un prêt supplémentaire hautement concessionnel du FIDA dans le cadre de la treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA-13) ou du FIDA-14, ou de toute autre source de financement sous forme de subvention ou à des conditions concessionnelles.

Tableau 1

Coûts du projet par composante et par bailleur de fonds

(en milliers de dollars des États-Unis)

Composante	Gouvernement		Prêt du FIDA A PBAS (SHC)		Prêt B du FIDA PBAS (HC)		Contribution des membres/groupes cibles		Banques et institutions financières		Déficit de financement		Total	
	Montant		Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement d'une chaîne de valeur agricole et d'élevage inclusive	65	2,5	998	38,9	250	9,7	-	0	-	0	1 251	48,8	2 564	9,7
2. Systèmes alimentaires résilients au changement climatique et orientés vers le marché	850	3,9	6 213	28,6	1 553	7,2	2 371	10,9	3 500	16,1	7 201	33,2	21 689	82,0
3. Gestion de projet	701	32,0	753	34,4	188	8,6	-	0	-	0	548	25,0	2 190	8,3
Total	1 617	6,1	7 964	30,1	1 991	7,5	2 371	9	3 500	13,2	9 000	34	26 443	100

Tableau 2

Coûts du projet par catégorie de dépenses et bailleur de fonds

(en milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Gouvernement		Prêt du FIDA A PBAS (SHC)		Prêt du FIDA B PBAS (HC)		Contribution des membres/groupes cibles		Banques et institutions financières		Déficit de financement		Total	
	Montant		Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Œuvres	285	3,6	4 141	52,3	1 035	13,1	324	4,1	74	0,9	2 062	26,0	7 921	30,0
2. Biens, services et intrants	627	4,0	3 016	19,4	754	4,8	2 047	13,2	3 426	22,0	5 687	36,6	15 556	58,8
3. Formation	45	2,1	686	31,8	171	8,0	-	-	-	-	1 251	58,1	2 153	8,1
4. Services de conseil	4	5,0	55	76,0	14	19,0	-	-	-	-	-	-	72	0,3
5. Coûts d'exploitation	656	88,6	68	9,1	17	2,3	-	-	-	-	-	-	741	2,8
Total	1 617	6,1	7 964	30,1	1 991	7,5	2 371	9,0	3 500	13,2	9 000	34,0	26 443	100,0

Tableau 3

Coûts du projet par composante et par année du projet

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>Totaux, y compris les imprévus</i>						<i>Total</i>
	<i>2025/2026</i>	<i>2026/2027</i>	<i>2027/2028</i>	<i>2028/2029</i>	<i>2029/2030</i>	<i>2030/2031</i>	
1. Développement d'une chaîne de valeur agricole et d'élevage inclusive	136	222	205	1 512	244	245	2 564
2. Systèmes alimentaires résilients au changement climatique et orientés vers le marché	382	3 569	3 773	10 474	2 308	1 183	21 689
3. Gestion de projet	398	220	237	807	256	272	2 190
Total	916	4 012	4 215	12 793	2 807	1 700	26 443
Pourcentage	3	15	16	48	11	6	100

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

40. Sur le coût total du projet, qui s'élève à 26,443 millions de dollars É.-U., 37,6 % seront couverts par le prêt du FIDA, 6,1 % par le gouvernement royal du Bhoutan, 9,0 % par les membres du groupe cible, 13,2 % par les banques et les institutions financières, et 34 % sous la forme d'un déficit de financement. Le coût total du projet est réparti comme suit : 30 % pour les travaux, 58,8 % pour les biens, les services et les intrants, 8,1 % pour la formation, 0,3 % pour les services de conseil et 2,8 % pour les coûts d'exploitation. Les coûts du projet devraient être répartis comme suit : 3 % des coûts totaux pour la première année, 15 % pour la deuxième année, 16 % pour la troisième année, 48 % pour la quatrième année, 11 % pour la cinquième année et 6 % pour la sixième année.
41. Afin de combler le déficit de financement, une proposition de subvention de 250 000 livres sterling pour l'exercice 2025/2026 a été approuvée par le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni. Cette subvention sera répartie entre le Népal et le Bhoutan en consultation avec le Centre international pour le développement intégré des montagnes, qui est le partenaire chargé de la mise en œuvre du projet.

Décaissement

42. Des comptes désignés libellés en dollars américains pour les prêts à des conditions très avantageuses et très concessionnelles du FIDA seront ouverts par l'Autorité monétaire royale (RMA) auprès de la Bank of Bhutan Limited, sur lesquels les fonds du FIDA seront versés. Les fonds seront décaissés en dollars américains. La RMA transférera les fonds, en fonction des besoins du projet, au Département du Trésor et des Comptes, qui à son tour débloquent les fonds pour le projet conformément au et le budget (AWPB) approuvés.

Résumé des avantages et analyse économique

43. **Avantages directs.** Le projet profitera directement à 15 500 petits exploitants agricoles, soit 68 200 personnes. Cinquante pour cent des membres du groupe cible seront des femmes (7 750) et 16 % des jeunes (2 480) âgés de 18 à 35 ans. Une personne par ménage fera partie du groupe cible direct. Le projet est en cours d'élaboration avec un déficit de financement de 9 millions de dollars américains. Si ce déficit est comblé, le projet bénéficiera à 9 000 petits exploitants agricoles supplémentaires, portant le nombre total de membres du groupe cible à 24 500.
44. **Avantages indirects.** On estime que 15 000 ménages devraient bénéficier d'avantages indirects grâce à un meilleur accès aux intrants biologiques et aux services agricoles. développement des entreprises après récolte, expansion des marchés, disponibilité d'aliments diversifiés et nutritifs, dialogue politique et amélioration globale des écosystèmes.
45. **Analyse économique.** Une analyse économique du projet a été réalisée à l'aide des modèles financiers élaborés pour les entreprises, les ménages et les sous-secteurs, toutes les valeurs étant converties en prix économiques afin de refléter l'utilisation réelle des ressources et les avantages. L'analyse coûts-avantages a donné des résultats solides, avec un taux de rendement interne économique de 24,2 %. La valeur actuelle nette, calculée à un taux d'actualisation de 9 %, s'élève à 1 000 000 USD. Le taux de capitalisation (coût d'opportunité présumé du capital) est estimé à 2 162,95 millions de BTN (environ 25,45 millions de dollars américains), et le rapport coûts-avantages s'élève à 2,04. Ces résultats indiquent que les investissements du projet sont économiquement viables, offrent des rendements solides et justifient l'allocation des ressources.

Stratégie de sortie et durabilité

46. La stratégie de sortie d'IMPACT sera axée sur l'amélioration de la maturité commerciale des groupes d'agriculteurs, la mise en place d'installations de transformation commercialement viables et la promotion de modèles de services durables tels que l'insémination artificielle payante et les intrants biologiques. Le projet intégrera les approches fructueuses au sein des institutions nationales et transférera les actifs, tels que les actions de KIL, à des coopératives très performantes.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

47. Le risque inhérent à IMPACT est jugé modéré. Ses risques résiduels peuvent être considérés comme modérés à faibles lorsqu'ils sont gérés à l'aide de mesures d'atténuation. Les risques critiques concernent les ressources humaines, la gestion financière et les perturbations climatiques. Ressources humaines les défis liés aux ressources – tels que le recrutement dans les régions éloignées, le taux de rotation élevé du personnel et les capacités institutionnelles limitées – pourraient retarder les activités et compromettre leur qualité. La faible capacité du personnel chargé de la gestion financière, les faiblesses du contrôle interne, l'absence d'audit interne, l'inadéquation des systèmes comptables pour les contributions des membres du groupe cible et les retards dans les achats constituent autant de menaces pour la gestion des fonds et la conformité.
48. Le projet est exposé à des risques liés au climat (phénomènes météorologiques extrêmes endommageant les infrastructures et la production), à la volatilité des marchés (érosion de la rentabilité et de la participation), ainsi qu'à des contraintes financières et à des risques sociaux tels que la mainmise des élites.
49. Des mesures ciblées telles que des incitations à la fidélisation du personnel, du personnel spécialisé dans les finances et les achats, et des technologies résilientes au climat seront mises en œuvre. La coordination institutionnelle sera renforcée par le comité de pilotage du projet (PSC), tandis que la sélection transparente des membres du groupe cible permettra de traiter les risques sociaux.

Tableau 4
Résumé global des risques

Domaines à risque	Évaluation du risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacité institutionnelle pour la mise en œuvre et la durabilité	Modérée	Modérée
Gestion financière	Importante	Importante
Approvisionnement du projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

50. Le projet IMPACT est classé comme présentant un risque environnemental et social **modéré**, nécessitant des mesures de protection solides et proactives. Le projet produira des résultats positifs en promouvant une agriculture intelligente face au climat, en renforçant l'adaptation locale et en garantissant une participation inclusive.

C. Classification des risques climatiques

51. La catégorie de risque climatique du projet pro est jugée **modérée**.

D. Viabilité de la dette

52. Le ratio actuel de la dette publique au PIB du Bhoutan est d'environ 99,1 % (2025). La viabilité de la dette du Bhoutan est actuellement jugée modérée, le risque global de surendettement étant considéré comme gérable en raison de la nature unique de sa et de la présence de facteurs atténuants importants.

IV. Mise en œuvre

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

53. Le projet conservera la structure de mise en œuvre éprouvée du CARLEP, avec le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MoAL) comme principal partenaire, et sa Division des politiques et de la planification (PPD) assumera le rôle d'agence d'exécution. L'unité de gestion du projet rendra compte au chef de la PPD. Comme pour le CARLEP, l'unité de gestion du projet (PMU) sera hébergée par le Centre de recherche et de développement agricole (ARDC) à Wengkhari.
54. Le PMU sera chargé de la supervision, de la planification, de la gestion financière et de la coordination avec les partenaires chargés de la mise en œuvre. La mise en œuvre sera assurée par les départements régionaux de l'agriculture et de l'élevage dans les *dzongkhags* cibles. Le projet poursuivra ses partenariats avec des organismes techniques clés tels que l'ARDC, le Centre régional de développement de l'élevage (RLDC), le DAMC/RAMCO, la Farm Machinery Corporation Limited, la Natural Resources Development Corporation Limited et des institutions financières. Afin de pallier la capacité de sensibilisation limitée des agents agricoles de district, le projet : (i) formera *des desuups*² pour soutenir la sensibilisation ; et (ii) collaborera avec les agriculteurs de premier plan dans lesquels le CARLEP a investi pour soutenir les chaînes de valeur des champignons et des légumes.
55. Le PSC sera créé et présidé par le secrétaire du MoAL. Il se réunira au moins deux fois par an. Les principales responsabilités du PSC sont les suivantes : (i) superviser la mise en œuvre du projet ; (ii) veiller à la conformité des activités du projet avec les politiques du gouvernement royal et les conditions générales de l'accord de financement ; (iii) approuver les plans de travail et les budgets annuels ainsi que le plan d'approvisionnement consolidé ; (iv) la coordination des interventions du projet avec d'autres programmes et projets de développement ; et (v) la fourniture d'orientations politiques et stratégiques pour une meilleure mise en œuvre.

Gestion financière, achats et gouvernance

56. Des comptes désignés libellés en dollars américains seront ouverts auprès de la RMA. Le projet utilisera le système électronique de gestion des dépenses publiques (e-PEMS) du Bhoutan pour le suivi budgétaire en temps réel et sera audité par l'Autorité royale d'audit, qui respecte les normes internationales d'audit.
57. L'unité de gestion du projet gèrera les achats grâce à des processus transparents, un suivi régulier et des mesures d'atténuation ciblées dès l'évaluation initiale.
58. Le projet garantira une gouvernance solide en suivant strictement les et en maintenant un mécanisme transparent de traitement des plaintes. La supervision par l'Autorité royale d'audit, associée à la protection des lanceurs d'alerte et à des canaux de plainte accessibles, garantira la responsabilité et atténuera les risques liés à la gestion financière.

Engagement du groupe cible, retour d'information et traitement des plaintes

59. IMPACT mettra en œuvre une stratégie d'inclusion globale pour le ciblage. Celle-ci sera gérée par l'unité de suivi et d'évaluation de l'unité de gestion du projet (PMU) et par *desuups*, en étroite collaboration avec les autorités locales. La stratégie d'inclusion comprend des mesures visant à garantir la participation des groupes vulnérables, telles que des quotas pour les femmes et les jeunes, des horaires pratiques, des lieux accessibles et des groupes de discussion séparés afin de surmonter les dynamiques de pouvoir locales.

Traitement des griefs

60. IMPACT encouragera l'utilisation du système en ligne mis en place par le gouvernement royal du Bhoutan, eKaaSel, afin de s'assurer que les membres du groupe cible connaissent l'existence de cette plateforme.

² La traduction littérale de « *desuups* » est « gardiens de la paix ». Il s'agit de diplômés bénévoles ayant suivi une formation en entrepreneuriat, en agriculture et en gestion des catastrophes naturelles. Le projet formera ces jeunes à soutenir la sensibilisation et veillera à ce qu'ils acquièrent des compétences qui favorisent leur développement professionnel.

pour les plaintes relatives à la prestation de services. Parallèlement, un mécanisme dédié de traitement des plaintes au niveau du projet sera mis en place pour traiter les plaintes directement liées aux activités du projet, y compris celles concernant les impacts sociaux et environnementaux.

B. Planification, suivi et évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication

61. **Planification.** L'unité de gestion du projet (PMU) publiera une demande officielle et des directives pour la préparation du plan de travail annuel du district (AWPB) et du plan d'approvisionnement (PP). Les *dzongkhags* aideront les administrations locales (*gewogs*) à recueillir des informations pour élaborer des plans au niveau du district, en collaboration avec les responsables des secteurs concernés, les experts techniques et les agences. L'unité de gestion du projet consolidera ensuite ces contributions dans un AWPB et un PP complets à l'échelle du projet.
62. L'AWPB finalisé énumérera tous les partenaires de mise en œuvre, les activités et les aspects financiers. les dépenses – y compris les contributions du gouvernement et des membres du groupe cible – tandis que le PP fournira des détails sur les besoins et les modalités en matière d'approvisionnement. Ce plan consolidé sera soumis à l'approbation du PSC avant d'être soumis au FIDA pour avis favorable.
63. **Suivi et évaluation.** Le PPD est globalement responsable du suivi des progrès de l'IMPACT. L'unité de gestion du projet (PMU) assurera le suivi de la mise en œuvre au niveau des *dzongkhag*. Le projet utilisera un système d'information de gestion adapté et géoréférencé, aligné à la fois sur le système national de planification et de suivi et sur les exigences du FIDA en matière de suivi exigences du FIDA en matière de suivi.
64. **Apprentissage, gestion des connaissances et communication.** IMPACT suivra une approche systématique de gestion des connaissances afin de recueillir, d'analyser et de partager les leçons, les meilleures pratiques et les preuves générées au cours de la mise en œuvre. Cette stratégie permettra d'identifier les lacunes politiques critiques au Bhoutan, notamment la nécessité d'une agriculture résiliente au climat, des liens inclusifs avec les marchés pour les petits exploitants et des modèles d'engagement des jeunes. Les connaissances seront générées grâce à des analyses d'impact rigoureuses, d'études thématiques et de la documentation de la gestion adaptative, qui alimenteront directement la base de connaissances plus large du Bhoutan en matière de développement rural. Les connaissances seront diffusées par le biais de multiples canaux, notamment des notes d'orientation, un référentiel numérique, des événements d'apprentissage et la participation aux plateformes mondiales du FIDA et aux médias locaux.
Innovation et mise à l'échelle
65. Le projet mettra en œuvre des modèles innovants tels que le réensemencement des zones de butinage des abeilles à l'aide de drones, la culture de champignons sans travail pénible et le transfert progressif des parts KIL aux coopératives laitières. Ces approches seront documentées et intégrées au MoAL afin d'encourager leur reproduction dans l'ensemble du secteur agricole du Bhoutan.

C. Plans de mise en œuvre

Préparation à la mise en œuvre et plans de démarrage

66. La stratégie de préparation à la mise en œuvre est conçue pour assurer une transition fluide et accélérée de la conception à l'exécution effective. Elle implique des activités préparatoires proactives avant le démarrage officiel, notamment le recrutement du personnel clé, l'élaboration de documents opérationnels essentiels tels que le manuel de mise en œuvre du projet et le premier AWPB, et la mise en place de cadres de coordination avec parties prenantes. Un financement de 0,5 million de dollars américains destiné à accélérer le démarrage du projet servira à financer la mise en place des bureaux et les études de référence afin d'éviter tout retard.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

67. La performance du projet sera guidée par une mission annuelle de supervision du FIDA, un examen conjoint à mi-parcours pour corriger le cap et des enquêtes annuelles sur les résultats. Des études thématiques fourniront un soutien ciblé, et une évaluation finale de l'impact permettra d'évaluer la réalisation des objectifs et de tirer des enseignements pour l'intensification des initiatives.

V. Instruments juridiques et autorité

68. Un accord de financement entre le Royaume du Bhoutan et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur/bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en appendice I.
69. Le Royaume du Bhoutan est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir des financements du FIDA.
70. Je suis convaincu que le financement proposé sera conforme à l'Accord portant création du FIDA et aux Politiques et critères de financement du FIDA.

VI. Recommandation

71. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé dans les termes de la résolution suivante :

IL EST RÉSOLU : que le Fonds accorde au Royaume du Bhoutan un prêt à des conditions extrêmement concessionnelles d'un montant de sept millions neuf cent soixante-quatre mille dollars des États-Unis (7 964 000 USD) et à des conditions qui soient pour l'essentiel conformes aux conditions présentées dans le présent document.

IL EST EN OUTRE DÉCIDÉ que le Fonds accordera au Royaume du Bhoutan un prêt à des conditions très concessionnelles d'un montant d'un million neuf cent quatre-vingt-onze mille dollars des États-Unis (1 991 000 dollars) et à des conditions qui seront pour l'essentiel conformes aux conditions générales présentées dans les présentes.

Alvaro Lario
Président

Negotiated financing agreement

Inclusive Markets, Production, Agricultural Commercialization and Transformation (IMPACT)

(Negotiations concluded on 4 December 2025)

FINANCING AGREEMENT

Loan No: _____

Project name: Inclusive Markets, Production, Agricultural Commercialization and Transformation ("IMPACT" or "the Project")

The Kingdom of Bhutan (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively, the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. This Agreement comprises the following: the Main Document (The Preamble and Sections A-E), the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the loan is nine million nine hundred fifty-five thousand United States dollars (USD 9,955,000), whose terms shall be divided into Loan A and Loan B.
 - a. **Loan A:** The amount of the Loan offered on super highly concessional terms is seven million nine hundred and sixty-four thousand United States dollars (USD 7,964,000).

- b. **Loan B:** The amount of the Loan offered on highly concessional terms is one million nine hundred and ninety-one thousand United States dollars (USD 1,991,000).
2. The Loans shall bear fixed service charges as determined by the Fund at the date of approval of the Loans by the Fund's Executive Board, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency. Loan A shall have a maturity period of Fifty (50) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval by the Executive Board. The amortization of the super highly concessional principal of loan is set at two and half per cent (2.5%) of the total principal withdrawn per annum from years eleven (11) to fifty (50). Loan B on highly concessional terms shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board, and the amortization is set at two per cent (2%) of the total principal per annum for years eleven (11) to twenty (20), and four per cent (4%) of the total principal per annum for years twenty-one (21) to forty (40).
3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States dollars (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st of July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October.
6. There shall be (a) Designated Account(s) in USD, for the exclusive use of the Project opened in the Royal Monetary Authority (RMA) of Bhutan (the central Bank of Bhutan). The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account(s).
7. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of one million five hundred and eighty thousand United States dollars (USD 1,617,000).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Livestock (MoAL).
2. Additional Project Parties are described in paragraph 10 of Schedule 1 Part 2.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
4. The Project Completion Date shall be the sixth (6th) anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Borrower's procurement regulations, to the extent such are consistent with the IFAD Procurement Guidelines.

Section D

The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of disbursements:
 - a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of disbursements:
 - (iii) In the event that the Borrower does not request a disbursement of the Financing for a period of at least 12 consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the entry into force of the Agreement.
3. The following are designated as additional (general/specific) conditions precedent to withdrawal:
 - a) IFAD no objection to the Project Implementation Manual (PIM) shall have been obtained.
 - b) Key Project staff has been appointed as per section I.7 Schedule 3 of this Agreement.
 - c) The first Annual Work Plan and Budgets (AWPB) shall have been submitted and received a no-objection from IFAD.
 - d) IFAD must receive, a duly completed authorised user(s) letter, from the designated representative or a sufficiently senior delegated official, designating the name(s) of official(s) authorised to approve withdrawal application(s) and quarterly interim financial reports (Q-IFR).
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Lyonpo Lekey Dorji
Finance Minister
Ministry of Finance
Kingdom of Bhutan
Tashichhodzong
Thimphu
Bhutan

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Copy to:

Roshan Cooke
Country Director, Nepal and Bhutan
Asia and the Pacific Division (APR)
C/O WFP Office Complex
Chakupat, Patan Dhoka Road
Lalitpur 10, Nepal

If applicable, The Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

KINGDOM OF BHUTAN

Lyonpo Lekey Dorji
Minister for Finance

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* IMPACT will target semi-commercial and commercial farmers who have graduated from poverty under the Commercial Agriculture and Resilient Livelihoods Enhancement Programme ("CARLEP") between IFAD and the Kingdom of Bhutan, but remain vulnerable to falling back below the poverty line due to climatic and economic shocks. The Project will directly benefit 15,500 smallholder households, out of which 50% will be women, and 16% youth.

2. *Project area.* The Project will be implemented across 7 Dzongkhags (Districts) located in the eastern and central regions of Bhutan: Lhuentse, Mongar, Pemagatshel, Samdrup Jongkhar, Trashigang, Trashy Yangtse, and Bumthang.

3. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty and improve resilience of smallholder households.

4. *Objectives.* The development objective of the Project is to transition smallholder farming towards climate-resilient food systems that are inclusive and profitable.

5. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

5.1 Component 1: Inclusive agri-livestock value chain development (USD 2.564 million, representing 9.7% of overall financing)

This component focuses on transforming Kingdom of Bhutan's agriculture sector by enhancing commercialization, investment opportunities, and policy support. This component will support farmer groups and agri-entrepreneurs to build stronger market linkages, access to finance, and improve business competitiveness. The component is composed of the following sub-components:

5.1.1 Sub-component 1.1: Enhance commercialization and investment opportunities

Output 1.1.1: Market linkages and investment facilitated

The Project will formulate strategic investment plans for seven key commodities—dairy, vegetables, honey, maize, buckwheat, mushrooms, and fruit-bearing annuals—by identifying constraints and commercialization opportunities for domestic and export markets. Commodity-specific multi-stakeholder platforms will be established to connect producers, traders, and service providers, with 300 Business-to-Business and Business-to-Service events coordinated by Department of Agricultural Marketing and Cooperatives and Regional Agricultural Marketing and Cooperatives Offices ("DAMC/RAMCO") to foster commercial linkages. To strengthen agricultural lending, the Project will partner with the Bhutan Development Bank Ltd. (BDBL) and micro-finance institutions (MFIs) to train credit officers in cash flow-based lending.

Output 1.1.2: Competitiveness and business development skills strengthened

Farmer group consolidation will be supported through the formation of larger groups and cooperatives, using structured graduation criteria to assess organizational maturity for co-investment eligibility. Business development will be enhanced through financial education and business literacy training ("FEBL").

5.1.2 Sub-component 1.2: Policy engagement for fostering commercialization

Output 1.2.1: Policy dialogue around priority issues supported

To catalyze private investment and improve agricultural finance, the Project will launch two key policy dialogues focused on unlocking finance, through restrictive lending practices education and promoting risk management tools, and on promoting ownership, by advancing Public-Private-Producer Partnerships (PPPPs) to attract ethical investment and transitioning state-owned enterprises to farmer-owned models. A flagship initiative will be the gradual transfer of shares in Kofuku International Ltd dairy plant to high-performing dairy cooperatives, transforming farmers into co-owners with board representation and strategic decision-making power, and establishing a replicable model for nationwide adoption.

Output 1.2.2: Branding and certification promoted

To enhance product certification and quality standards, the Project will implement a three-pronged approach: Kingdom of Bhutan-specific quality standards; support for international standards (such as Organic, Fair Trade, Halal, or Geographic Indication); and end-to-end traceability systems. A complementary branding strategy will leverage Kingdom of Bhutan's unique selling points, while South-South cooperation with India will accelerate organic adoption through knowledge exchange.

5.2 Component 2: Market oriented climate-resilient food systems (USD 21.689 million representing 82% of overall financing)

This component aims to strengthen the resilience and profitability of Bhutan's agricultural sector by promoting sustainable market-driven production systems and investing in critical market infrastructure.

5.2.1 Sub-component 2.1: Livestock productivity enhanced

Output 2.1.1: Livestock productivity enhanced

To improve dairy cow productivity, the Project will train Community Artificial Insemination Technicians (CAITs), equip them with artificial insemination kits and cold chain facilities, and establish two community-owned breeding centers with viable business plans. Sex-sorted semen will be procured to reduce male calving and improve milk productivity. Partnerships with international institutions, including India's National Dairy Development Board, will support knowledge exchange, while selected youth will be trained on dairy cold chain equipment operation and provided with start-up toolkits. The Project will expand quality fodder cultivation, support silage-making technologies and 'Total Mixed Ration' production facilities. Animal health will be improved through integrated biosecurity measures, para-vet training of CAITs, and mobile apps for disease surveillance, in collaboration with Regional Livestock Development Centres and Bhutan Food and Drug Authority.

Output 2.1.2: Climate resilient production practices introduced

The project will support four youth groups with IoT-based (Internet of Things) smart farming systems for mushroom production, establishment of spawn production facilities, mobilize CARLEP 'Lead Farmers' for technical assistance, and support research for identifying a sustained supply of growth substrate for high-value mushroom species cultivation. Advanced honey production will be supported through queen bee breeding training, distribution of bee-hive boxes to youth and women groups, honey extraction machines, equipment sets, and women-friendly honey box lifters. Certified honey collection centers will be established for selected households and bee forage will be expanded by re-seeding nectar and pollen-producing native species and crop varieties across designated areas within each cluster. In remote areas, innovative drone technology will be used to broadcast native seed mixtures through a method known as seed bombing. Ten SMEs will be supported to produce bio-fertilizers, bio-pesticides, and organic soil amendments using local resources.

Output 2.1.3: Sustainable land management fostered

The Project will invest in sustainable land management through multiple dryland irrigation schemes. The project will also reclaim fallow land from the areas identified in eastern Dzongkhags and will support women and youth-led agricultural group enterprises to negotiate land leasing from landowners, while providing them with land preparation, fencing, irrigation, and semi-permanent shelters.

5.2.2 *Sub-component 2.2: Climate resilient production practices introduced*

Output 2.2.1: Post-harvest and processing facilities supported

The Project will upgrade 'Milk Collection Centres' (MCC) with automated milk analyzers for quality-based pricing to incentivize farmers and support product diversification. Two MCCs will be converted into 'Milk Processing Units' for cheese and butter production, supplying facilities like Koufuku International Limited. Support will be extended to dairy farmers with equipment such as chaff cutters, and to non-CARLEP farmers with improved cattle sheds. Vegetable aggregation will be enhanced through cooperative-managed centres equipped with washing and cold storage facilities to reduce post-harvest losses and improve marketability. Small-scale processing units will be established to add value to vegetables, mushrooms, honey, and cereals, with a focus on women and youth-led groups.

Output 2.2.2: Logistics and market access promoted

Transport and digital coordination will be promoted through refrigerated and insulated vehicles to enhance route optimization, and through mobile logistics platforms developed with the Building Resilient Commercial Smallholder Agriculture Programme ("BRECSA") between IFAD and the Kingdom of Bhutan for real-time booking and tracking to improve vehicle utilization. The project will deploy BRECSA-developed physical and digital marketing platforms across the Project Dzongkhags to provide market information, facilitate direct producer-consumer linkages, strengthen market access for eastern farmers, and improve bargaining power and income.

6. The Project's programme management, monitoring and evaluation, and knowledge management costs are USD 2.19 million, representing 8.3% of overall financing.

II. Implementation Arrangements

7. *Lead Project Agency.* The MoAL will be the Lead Project Agency providing policy guidance, policy priority direction and facilitate project implementation.

8. *Project Oversight Committee.* A Project Steering Committee ("PSC") will be established and chaired by the Secretary of MoAL. The PSC shall meet at least twice a year. The main responsibilities of the PSC are: (i) oversight of project implementation; ii) compliance of project activities with Government's policies and the terms and conditions of the financing agreement; (iii) approval of AWPBs and Consolidated Procurement Plan ("CPP"), (iv) coordination of project interventions with other development programmes and projects; and (v) policy and strategic guidance for improved implementation.

9. *Project Management Unit.* A Project Management Unit ("PMU") will be co-located with the Agriculture Research and Development Center ("ARDC") in Wengkhaz, reporting directly to the Chief of the Policy and Planning Division ("PPD"), which serves as the day to day operating agency and a regular IFAD counterpart. The PMU will be responsible for project oversight, project planning, financial management, and coordination with implementing partners, while implementation will also be carried out by the District Departments of Agriculture and Livestock ("DDAL") in target Dzongkhags.

10. *Project Parties.* The Project will forge and continue partnerships with key technical agencies such as ARDC reporting to the PPD, DAMC/RAMCO, Farm Machinery Corporation

Limited ("FMCL"), Natural Resources Development Corporation Limited ("NLRDC") in Bumthang, DDALs, as well as financial institutions.

11. *Monitoring and Evaluation.* Drawing on the CARLEP and BRECSA systems, a robust geo-referenced Monitoring and Evaluation (M&E) system will be developed for the Project, with dedicated financial resources to support implementation. The PMU will establish an M&E unit responsible for monitoring Dzongkhag-level performance, while the PPD will oversee overall project progress. The system will harmonize with Bhutan's national government systems ("PLaMS") and ensure complementarity with IFAD and other partners' M&E requirements. The PMU M&E unit will design formats to capture critical field-level data not covered by PLaMS, incorporating lessons from CARLEP. Baseline, mid-term, and completion surveys will follow IFAD's Core Outcome Indicators methodology. Annual outcome surveys will provide rapid feedback, and an external agency will conduct the final impact survey. Eventually, IFAD will carry out a Project Completion Review.

12. *Knowledge Management.* The Project will establish a systematic knowledge management approach to capture, analyze, and share lessons, best practices, and evidence generated during implementation. This strategy addresses critical policy gaps in Bhutan, including the need for climate-resilient agriculture, inclusive market linkages for smallholders, and youth engagement models. Knowledge will be generated through rigorous impact analyses, thematic studies, and documentation of adaptive management, directly informing Bhutan's broader rural development knowledge base. Dissemination will occur through multiple channels, including policy briefs, a digital repository, learning events, and engagement with IFAD's global platforms and local media.

13. *Project Implementation Manual.* The Project Implementation Manual ("PIM") serves as a foundational guide for the PMU and implementing agencies, promoting standardized practices, transparency, and accountability throughout project implementation. It outlines comprehensive financial management procedures, including roles and responsibilities of project finance staff, internal control mechanisms, and reporting requirements. It details disbursement processes in line with the IFAD Loan Disbursement Handbook, requiring quarterly submission of Withdrawal Applications supported by Interim Financial Reports. The PIM also incorporates internal control systems, covering accounting procedures, segregation of duties, budgeting, procurement, payment protocols, account reconciliation, and financial reporting. User access and authorization protocols for accounting software are defined to ensure secure operations.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category No	Category Description	Loan A: Amount Allocated 80% eligible for SHC (USD)	Loan B: Amount Allocated 20% eligible for HC (USD)	Percentage eligible for IFAD financing
I	Works	4 140 600	1 035 100	100%
II	Goods, Services and Inputs	3 015 500	753 900	100%
III	Training	685 500	171 400	100%
IV	Consultancies	54 700	13 700	100%
V	Operating Costs	67 700	16 900	100%
TOTAL		7 964 000	1 991 000	

The cost categories used in the Table above are explained as follows:

- I. Category I: "Works" shall mean eligible expenditures incurred for works and infrastructure-related expenditures.
- II. Category II: "Goods, Services and Inputs" shall mean eligible expenditures incurred for goods, equipment and materials and non-consultancy services only.
- III. Category III: "Training" shall mean eligible expenses incurred for all training and workshop-related expenditures under program activities.
- IV. Category IV: "Consultancies" shall mean eligible expenses incurred for international and national technical assistance; advisory services; consultancy services for impact studies, baseline, mid-line and end-line surveys; annual outcome surveys; capacity development; monitoring and evaluation; and other services.
- V. Category V: "Operating Costs" shall mean eligible expenses incurred for remuneration of Rural and Finance Expert, and Monitoring & Evaluation, Knowledge Management, Gender and Youth Engagement Manager.
- VI. The percentage shall be applied to project expenditures, excluding indirect taxes and the financial contributions of other financiers.
- VII. Government co-financing funds shall be allocated to support expenditures related to Works, Goods, Services and Inputs, Trainings, Consultancies and Operating Costs, with an estimated allocation of approximately USD 1.617 million equivalent.

- VIII. The estimated contribution from the Bank and Financial Institution is approximately USD 3.5 million.

2. *Disbursement arrangements*

- a) *Start-up Costs.*** Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of five hundred thousand United State Dollar (USD 500,000) from IFAD loan. Activities to be financed by Start-up Costs will require the no objection from IFAD to be considered eligible. The activities relating to the Project's start-up and preparatory activities are as follows: (i) recruitment of key PMU staff; (ii) Finalisation of the Project Implementation Manual (iii) Preparation of the first Annual Work Plan and Budget; (iii) Procurement planning and initial procurement actions (iv) Establishment of the financial management system (v) Implementation of baseline studies (vi) Organization of inception workshops at national and district levels.
- b)** The Royal Audit Authority (RAA) of Bhutan (Supreme Audit Institution-SAI) will audit project financial statements each year, in accordance with audit standards acceptable to IFAD. It will send audit reports to IFAD within six months of the end of the financial year.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customized accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will enter into Memorandum of Understandings (MoU) with implementing partners that will structure the collaboration, define roles, responsibilities and duties with regards to implementation, financial management, accounting and reporting.
3. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower shall ensure that (i) a Planning, Monitoring and Evaluation (PM&E) system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
4. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
6. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP). The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the IFAD Client Portal (ICP) in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, non-consulting services, community contracts, grants and financing contracts. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.]
7. *The Key Project Personnel will be staffed within the PMU:* a Project Director (PD) (a senior officer from the MoAL selected through a competitive process), (i) Livestock Development Manager; (ii) Agriculture Manager; (iii) Marketing and Value Chain Manager; (iv) Monitoring & Evaluation, Knowledge Management, Gender and Youth Engagement Manager; (v) Rural Finance Specialist/Enterprise Development Manager; (vi) Procurement Expert; (vii) Accountant; and (viii) PPD Coordination Officer (located in Thimphu). In order to assist in the implementation of the Project, the PMU, unless otherwise agreed with IFAD, shall employ or cause to be employed, as required, key staff whose qualifications, experience and terms of reference are satisfactory to IFAD. Key Project Personnel shall be seconded to the PMU in the case of government officials or recruited under a consulting contract following the individual consultant selection method in the IFAD Procurement Handbook, or any equivalent selection method in the national procurement system that is acceptable to IFAD. The recruitment of Key Project Personnel is subject to IFAD's prior review as is the dismissal of Key Project Personnel. Key Project Personnel are subject to annual evaluation and the continuation of their contract is subject

to satisfactory performance. Any contract signed for Key Project Personnel shall be compliant with the national labour regulations or the ILO International Labour Standards (whichever is more stringent) in order to satisfy the conditions of IFAD's updated SECAP. Repeated short-term contracts must be avoided, unless appropriately justified under the Project's circumstances.

II. SECAP Provisions

1. The Borrower shall carry out the preparation, design, construction, implementation, and operation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Updated Social, Environmental Climate Assessment Procedures of IFAD ("SECAP 2021 Edition"), as well as with all applicable laws and regulations to the Borrower and/or the sub-national entities relating to social, environmental and climate change issues in a manner and substance satisfactory to IFAD. The Borrower shall not amend, vary or waive any provision of the SECAP 2021 Edition, unless agreed in writing by the Fund in the Financing Agreement and/or in other relevant management plan (Management Plan), if any.

2. The Borrower shall carry out the implementation of the Project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental, Social and Climate Management Plans (ESCMPs) as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund.

The Borrower shall not amend, vary or waive any provision of the ESCMPs and Management Plan(s), unless agreed in writing by the Fund and if the Borrower has complied with the same requirements as applicable to the original adoption of the ESCMPs and Management Plan(s).

3. The Borrower shall cause the Lead Project Agency to comply at all times while carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s), if any.

4. The Borrower shall disclose relevant Management Plan(s) with Project stakeholders and interested parties in an accessible place in the Project-affected area, in a form and language understandable to Project-affected persons and other stakeholders. The disclosure will take into account any specific information needs of the community (e.g. culture, disability, literacy, mobility or gender).

5. The Borrower shall ensure or cause the Executing Agency and Implementing Agency to ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the Management Plan(s), if any.

6. The Borrower will ensure that a Project-level grievance mechanism is established that is easily accessible, culturally appropriate, available in local languages, and scaled to the nature of the Project's activity and its potential impacts to promptly receive and resolve concerns and complaints (e.g. compensation, relocation or livelihood restoration) related to the environmental and social performance of the Project for people who may be unduly and adversely affected or potentially harmed if the Project fails to meet the SECAP standards and related policies. The Project-level grievance mechanism needs to take into account indigenous peoples, customary laws and dispute resolution processes. Traditional or informal dispute mechanisms of affected indigenous peoples should be used to the greatest extent possible.

7. This section applies to any event which occurs in relation to serious environmental, social, health & safety (ESHS) incidents (as this term is defined below); labor issues or to adjacent populations during Project implementation that, with respect to the relevant IFAD Project:

- (i) has direct or potential material adverse effect;
- (ii) has substantially attracted material adverse attention of outside parties or create material adverse national press/media reports; or
- (iii) gives rise to material potential liabilities.

In the occurrence of such event, the Borrower shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project -affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project -level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

Serious ESHS incident means serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and community), health and safety (ESHS) issues that occur in the context of the loan or within the Borrower's activities. Serious ESHS incidents can comprise incidents of (i) environmental; (ii) occupational; or (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower (e.g. any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegations that require intervention by the police/other law enforcement authorities such as loss of life, sexual violence or child abuse, which (i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities).

8. The Borrower shall ensure or cause the Lead Project Agency, any Project Party, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plan(s) (if any) are respected.

9. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition, ESCMPs and the Management Plan (if any) on a semi-annual basis - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures.

The Borrower will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and

- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) promptly after becoming aware of such a breach.

10. The Borrower shall fully cooperate with the Fund concerning supervision missions, midterm reviews, field visits, audits and follow-up visits to be undertaken in accordance with the requirements of SECAP 2021 Edition and the Management Plan(s) (if any) as the Fund considers appropriate depending on the scale, nature and risks of the Project.

11. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan(s), if any, and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	7,750	15,500				
	Males - Males	0	3,875	7,750				
	Females - Females	0	3,875	7,750				
	Young - Young people	0	1,240	2,480				
	Male - Percentage (per cent)	0	50	50				
	Female - Percentage (per cent)	0	50	50				
	Young - Percentage (per cent)	0	16	16				
	1.a Corresponding number of households reached				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Women-headed households - Households	0	2,325	4,650				
	Households - Households	0	7,750	15,500				
	1.b Estimated corresponding total number of households members				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Household members - Number of people	0	34,100	68,200				
Project Goal Reduce poverty and improve resilience of smallholder households.	Number of households reporting at least 30 per cent increase in household income				Survey / Farm Business Diary	Baseline, mid-term and completion / Annual	PMU	(A) Continued social, political and economic stability in the country. (B) No major fluctuations in demand/prices for agricultural products. (C) No major environmental or climate hazard events.
	Percentage - Percentage (per cent)		40	70				
	Households (number) - Households		3,100	10,850				

Development Objective Transition smallholder farming towards climate-resilient food systems that are inclusive and profitable.	2.2.2 Supported rural enterprises reporting an increase in profit				Survey / Farm Business Diary	Baseline, mid-term and completion / Annual	PMU	(A) Producer organizations are provided sufficient support for the development of economically viable business plans. (B) Producer organizations receive sufficient and timely inputs and services to meet market demands and standards. (C) CARLEP lessons are effectively applied to improve implementation and performance.
	Number of enterprises - Enterprises		94	687				
	Percentage of enterprises - Percentage (per cent)		40	80				
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities				Survey	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	New jobs - Number		325	650				
	Job owner - Men		195	390				
	Job owner - Women		130	260				
	Job owner - Young		260	520				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				Survey	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Total persons - Number of people		3,100	9,300				
	Total persons - Percentage (per cent)		40	60				
	Females - Females		1,550	4,650				
	Females - Percentage (per cent)		40	60				
	Males - Males		1,550	4,650				
	Males - Percentage (per cent)		40	60				
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				Survey	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Households (number) - Households		6,200	12,400				
	Households (per cent) -		80	80				
	Household members - Number of people		24,800	49,600				

	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers Households (number) - Households Households (per cent) - Household members - Number of people		5,425 70 23,870	10,850 70 47,740	Survey	Baseline, mid-term and completion	PMU	
Outcome: 1. Inclusive agri-livestock value chain development	2.2.5 Rural producers' organizations reporting an increase in sales Number of Rural POs - Organizations Percentage of rural POs - Total number of POs members Women PO members Men PO members Young PO members		120 60 1,800 900 900 288	640 80 9,600 4,800 4,800 1,536	Survey / Farm Business Diary	Baseline, mid-term and completion / Annual	PMU	(A) Producer organizations adopt economically viable and bankable business plans. (B) Producer organizations are able to consistently meet the market volume and standards. (C) Producer organizations are effectively linked to markets.
	Total private investment in value chains by smallholder producers, enterprises and other actors. Private investment (US\$ thousand) - Money (US\$' 000)		500	1,000	Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Rural producers' organizations engaged in formal and informal partnerships/agreements or contracts with buyers and traders. Number of POs - Formal Number of POs - Informal		50 250	186 465	Survey / Farm Business Diary	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	1.2.5 Households reporting using rural financial services Households - Households		1,750	5,600	Progress Report	Baseline, mid-term	PMU	

	Households - Percentage (per cent)		25	40		and completion	
	Total number of household members - Number of people		7,700	24,640			
	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment				Progress Report / Policy Papers	Rolling	PMU
	Number - Number		0	2			
Output	2.1.3 Rural producers' organizations supported				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU
	Rural POs supported - Number	0	500	930			
	Total size of POs - Number of people	0	7,500	14,000			
	Males - Number of people	0	3,750	7,000			
	Females - Number of people	0	3,750	7,000			
	Young - Number of people	0	1,200	2,240			
	Rural POs supported that are headed by women - Number	0	250	465			
	1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services				Progress Report / Project MIS / Credit Reports	Rolling	PMU / Partner Financial Institution
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of Financial Products and Services (total)	0	7,000	14,000			
	Males - Number of people	0	3,500	7,000			
	Females - Number of people	0	3,500	7,000			

	Young - Number of people	0	1,120	2,240				
	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services				Progress Report / Project MIS / Credit Reports	Rolling	PMU / Partner Financial Institution	
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	0	1,200	2,400				
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Males	0	600	1,200				
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Females	0	600	1,200				
	Young people in rural areas accessing financial services - credit - Young people	0	600	1,200				
	2.1.1 Rural enterprises accessing business development services				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Number - Rural enterprises (number)	0	200	800				
	Number of business-to-business linkage events conducted				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Products - Number	0	200	300				
	Number of products receiving international certifications for accessing global markets				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Products - Number	0	0	2				
Outcome 2. Market oriented climate-resilient food systems	1.2.4 Households reporting an increase in production				Survey / Farm Business Diary	Baseline, mid-term and completion / Annual	PMU	(A) Participating smallholder producer organizations receive sufficient and timely inputs and services to adopt climate resilient practices and expand production. (B)
	Households - Households		4,500	11,200				
	Households - Percentage (per cent)		60	80				

	Women-headed households - Households		1,350	3,360				Market, processing and storage infrastructure is strategically located.
	Total number of household members - Number of people		18,000	49,280				
	Reduction in the average post-harvest loss in supported value chains				Survey / Farm Business Diary	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Loss - Percentage (per cent)		20	15				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices				Survey	Baseline, mid-term and completion	PMU	
	Households - Households		2,480	8,680				
	Households - Percentage (per cent)		80	80				
	Women-headed households - Households		744	2,604				
	Total number of household members - Number of people		10,912	38,192				
Output	Rural producers' organizations engaged in project supported value chains				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU	
	Rural POs - Number	0	500	800				
	Total size of POs - Number of people	0	7,500	12,000				
	Males - Number of people	0	3,750	6,000				
	Females - Number of people	0	3,750	6,000				
	Young - Number of people	0	1,200	1,920				
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated					Rolling	PMU	

Hectares of land - Area (ha)	0	175	350	Progress Report / Project MIS		
Number of input production enterprises supported				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU
Number - Total	0	5	9			
Number - Bio-inputs	0	3	5			
Number - Feed	0	2	4			
2.1.6 Market, processing or storage facilities constructed or rehabilitated				Progress Report / Project MIS	Rolling	PMU
Total number of facilities - Facilities	0	30	50			
Market facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	2	5			
Processing facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	3	10			
Storage facilities constructed/rehabilitated - Facilities	0	25	35			

Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context		
Political Commitment	Low	Low
Risk(s): Minor shifts in priorities that could affect resource allocation		
Mitigations: Strong alignment with Bhutan's 13th Five Year Plan. Broad consensus on agricultural development priorities. Regular engagement with relevant ministries and agencies.		
Governance	Moderate	Moderate
Risk(s): Coordination challenges between multiple partner agencies. Potential delays in decision-making due to bureaucratic processes. Limited capacity at local government levels for project implementation and oversight.		
Mitigations: Establishment of Project Steering Committee with clear mandates. Capacity building for local government officials. Streamlined decision-making protocols and regular coordination meetings. Leveraging Bhutan's strong governance frameworks and transparency mechanisms.		
Macroeconomic	Substantial	Substantial
Risk(s): Economic fluctuations affecting import costs for agricultural inputs and equipment. Global commodity price volatility impacting commercialisation and market viability. Economic slowdown affecting government budget allocations and private sector investment.		
Mitigations: Focus on local value addition to reduce import dependency. Strategic Investment Plans to guide commercialisation value. Diversified market channels, leveraging comparative advantage of prime Bhutan products and value-added processing to buffer against price volatility. Strategic partnerships to leverage investment.		
Fragility and security	Low	Low
Risk(s): Minimal risk in Bhutan's stable political environment. Natural disasters affecting infrastructure and implementation.		
Mitigations: Disaster assessment prior to investments.		
Sector Strategies and Policies		
Policy alignment	Moderate	Moderate
Risk(s): Potential misalignment between project objectives and evolving national agricultural policies.		

Competing priorities between different sector strategies. Inconsistent implementation of policies at different administrative levels.		
Mitigations: Strong alignment with National Agriculture Policy and 13th Five Year Plan. Active participation in policy dialogue through PPD. Regular review and adaptation of project approaches based on policy developments. Close coordination with Ministry of Agriculture and Livestock.		
Policy development & implementation	Moderate	Moderate
Risk(s): Non-conducive policies to support commercialization of the agri-food sector. Delays in policy formulation and implementation affecting project. Regulatory frameworks may not keep pace with market development needs.		
Mitigations: Active engagement in policy development through evidence-based advocacy. Documentation of project experiences to inform policy discussions. Technical assistance to government for policy development. Flexibility in project design to adapt to changing policy environment while maintaining alignment with national priorities.		
Environment and Climate Context		
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Moderate
Risk(s): Agriculture in Bhutan remains the backbone of rural livelihoods, but environmental challenges such as human-wildlife conflict (HWC), resource degradation, and unsustainable farming practices threaten productivity. With over 70 per cent of the country under forest cover, limited arable land results in high competition for agricultural expansion, often leading to soil erosion and resource depletion. Smallholder farmers also face risks from water scarcity.		
Mitigations: The project will promote sustainable land management through sustainable land management and reclamation of fallow agricultural land, enhancing soil cover, reducing degradation, and contributing to local food security. The project will ensure responsible bio-fertilizer and bio-pesticide use to prevent pollution and integrate human-wildlife conflict (HWC) mitigation measures such as chain link fencing. In response to increasing water stress, the project will support dryland irrigation		

infrastructure to transform rainfed farming systems into more productive and climate-resilient agricultural landscapes.		
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Risk(s): Bhutan faces severe climate risks, including rising temperatures, erratic rainfall, and extreme weather events that threaten rural livelihoods. The project target areas are vulnerable to flash floods, landslides, droughts, and shifting agro-ecological zones.		
Mitigations: IMPACT integrates a range of climate-resilient strategies across its components. The project will invest in water-efficient dryland irrigation systems and strengthen value chain of climate resilient crops like buckwheat, mushrooms and honey which are better suited to shifting agro-ecological conditions. Re-seeding and restoration of bee pastures in degraded and underutilized areas will enhance pollination services and ecosystem health. Climate-sensitive design will be integrated into infrastructure such as post-harvest facilities, milk chilling centres, and cold storage units.		
Project Scope		
Project relevance	Low	Low
Risk(s): Minor misalignment between project interventions and evolving target groups/member's needs. Slight changes in market conditions affecting value chain priorities.		
Mitigations: Strong consultation during implementation phase with extensive stakeholder engagement. Project builds on proven CARLEP approaches. Regular feedback mechanisms and adaptive management protocols. Clear alignment with national agricultural priorities and strategies.		
Technical soundness	Moderate	Moderate
Risk(s): Complex value chain interventions requiring coordination across multiple technical areas. Climate-smart agriculture approaches may need adaptation to local conditions. Integration of digital technologies with farming systems.		
Mitigations: Building on successful CARLEP technical approaches and lessons learned. Strong technical support from ARDC, RLDC, and specialized agencies. Phased implementation allowing for learning and adaptation. Technical assistance from international experts where		

needed. Pilot testing of new technologies before scaling.		
Institutional Capacity for Implementation & Sustainability		
Implementation arrangements	Substantial	Substantial
Risk(s): Coordination challenges between multiple implementing agencies (ARDC, RLDC, NLRDC...). Capacity constraints at district level for project implementation. Recruitment and retention of qualified staff in remote areas. Challenges and low capacity relevant to financial and procurement management.		
Mitigations: Clear implementation protocols and coordination mechanisms through the PIM and Project Steering Committee. Leveraging existing institutional structures and relationships. Enhanced staff incentives and benefits. Delegation of implementation to service providers where appropriate. Regular coordination meetings and capacity building support. Dedicated Finance and Procurement Officers with specialized training and ongoing technical support from IFAD. Advanced financing to ensure rapid start-up.		
M&E arrangements	Low	Low
Risk(s): Minor capacity gaps in M&E techniques. Potential delays in data collection from remote areas. Integration challenges between project MIS and government system.		
Mitigations: Building on CARLEP and BRECSA M&E systems. Dedicated M&E unit with trained staff. Regular capacity building and technical support from IFAD. Adaptation of existing MIS systems.		
Procurement		
Legal and regulatory framework	Low	Low
Risk(s): The Public Finance Act, 2007 Chapter VI, under Financial Management Requirements, Issuance of Instructions clause No. 104(i) empowers Ministry of Finance to issue Procurement rules which is equitable, transparent, competitive and cost effective. Based on this provision, the Bhutan 2023 Procurement Rules and Regulations 2023 supersede the Procurement Rules and Regulations 2019, Simplified Procurement Rules and Regulation 2020 & Simplified Procurement Rules and Regulation 2021 and various notifications and fiscal measures issued thus far as amendment to Procurement Rules and Regulations. Overall, Bhutan has		

comprehensive procurement rules and regulations, but the assessment identified some issues in terms of participation by the international bidders.		
Mitigations: Although there is new regulation in procurement, this still needs to be absorbed and improved. In the event of a shortfall, IFAD procurement regulations needs to be followed.		
Accountability and transparency	Low	Low
Risk(s): Overall, the public procurement system operates with integrity, has appropriate controls and appropriate anti-corruption measures. All the procurement decisions are taken by committee and all the committees required to sign the statement of conflict of interest. Further, both the bidders and procuring agencies are mandated to sign the integrity pact. Some constraints have been observed related to the civil society engagement and stakeholder participation which might bring additional risks to the procurement process.		
Mitigations: NA		
Capability in public procurement	Substantial	Substantial
Risk(s): Public procurement operations and market practices exhibit some gaps and weaknesses. In particular, the capacity of the government agencies is quite weak due to lack of experienced procurement personnel and other technical officials. On the other hand, the market is not vibrant and lacks required capacity. Most of the contractors and suppliers are small and have limited capacity for large projects. The large contracts segment is dominated by foreign players.		
Mitigations: The Government and IFAD need to partner and engage more with the private sector to ensure value for money.		
Public procurement processes	High	High
Risk(s): Public procurement process exhibit some gaps and weaknesses. The provisions in the procurement regulations are very clear which can be compared to any international procurement process. However, due to lack of capacity to follow the procurement process with appropriate documentation, the efficiency and effectiveness is being compromised due to lack of skilled and experience procurement officials. Likewise, the bidders also lack the procurement		

experience of IFAD and other donor agencies.		
Mitigations: IFAD will depute experienced procurement officer or provide training to those officials involved in project procurement.		
Financial Management	Substantial	Substantial
Organisation and staffing	High	High
Risk(s): During periods of high staff mobility within the RGoB, the project's financial management unit/department may engage personnel unfamiliar with IFAD accounting and reporting requirements, potentially affecting project implementation. The lack of qualified and experienced financial management (FM) staff is a significant issue in the country, potentially impacting financial management and compliance with IFAD reporting requirements		
Mitigations: The project will identify and hire dedicated financial management (FM) personnel and skilled professionals. Additionally, the recruitment process for FM staff should be open to all qualified candidates and conducted with transparency. A Project Implementation Manual (PIM) will be developed to ensure effective financial management, outlining clear procedures, controls, financial reporting and the responsibilities of project finance staff. Engage a Financial Management consultant to enhance the capacity of PMU finance staff, the Ministry of Agriculture and Livestock (MoAL) (Implementing Agency), and its personnel in financial management and compliance with IFAD accounting and reporting requirements, including the preparation of AWPBs, IFRs, WAs, and Unaudited Financial Statements		
Budgeting	Substantial	Substantial
Risk(s): There is a risk that the annual work plan and budget (AWPB) may not be prepared or revised in a timely manner, leading to fund unavailability when needed and poor budget execution. Additionally, expenditures may not align with the AWPB or may exceed budget ceilings and incur expenditure for the activities not included in AWPB. There is a lack of alignment between the medium-term expenditure budgeting perspective and costed strategic plans, as well as an absence of focus on achieving results consistent		

with the strategic allocation of resources.		
Mitigations: The annual work plan and budget must be prepared in alignment with the project design and COSTAB, following government budgeting procedures in the IFAD-prescribed format 60 days before the start of the fiscal year, ensuring all required information is included. Budget execution should be monitored periodically by comparing actual expenditures against the approved budget in terms of both quantity and amount. Capacity building on budgeting procedures for PMU-MoAL (Implementing Agency) and its staff.		
Funds flow/disbursement arrangements	Substantial	Substantial
Risk(s): There is a risk of fund commingling at the entity receiving advances for project implementation if the project funds are not kept in the separate bank accounts. In addition to financing from external development partners, counterpart funding is expected from the RGoB, target groups/members, and financial institutions. This risk stems from the absence of streamlined and robust mechanisms for funds flow and reporting. Delays in the submission and approval of withdrawal applications may cause cash flow challenges for the PMU, disrupting project implementation and hindering the achievement of project objectives within the designated timeframe.		
Mitigations: Ensure that the Project Designated Account (DA) and Operational Accounts are maintained separately in compliance with the provisions of the IFAD Financing Agreement. DAs shall be opened for the IFAD SHC and HC Loans respectively. The IFAD Loan Disbursement Handbook and the Project Implementation Manual (PIM) outline the disbursement procedures and require the quarterly submission of Withdrawal Applications (WAs) in alignment with Interim Financial Reports (IFRs). The timely preparation and approval of withdrawal applications will be facilitated through the use of appropriate accounting software in the PMU and the training of project		

financial management (FM) staff in its application. Supervision and implementation support missions will provide backstopping and assistance to FM staff to accelerate the preparation of withdrawal applications. The project must maintain a satisfactory disbursement rate by implementing planned activities and closely monitor disbursements to prevent implementation delays. Furthermore, an action plan for project co-financing from RGoB and other counterpart contributions should be developed, and actual disbursements should be monitored against the targets set in the Financing Agreement (FA) and Project Design Report (PDR).		
Internal controls	Substantial	Substantial
Risk(s): Inadequate internal controls within the PMU and MoAL (Implementing Agency) may lead to ineligible expenditures or non-compliance with the Financing Agreement terms, potentially disrupting project implementation. Lack of monitoring expenditures with the performance targets and defined outcomes hinders the efficient utilization of resources in service delivery units. The internal audit function is crucial for maintaining internal control by enabling the timely identification of ineligible expenditures, preparing bank reconciliations, monitoring, and assessing effectiveness of internal control system, and recommending mitigation measures for strengthening the overall internal control system. However, no internal audit function is currently in place for the existing projects		
Mitigations: The project implementing agency must establish robust internal control systems aligned with the Committee of Sponsoring Organizations (COSO) framework and the guidelines outlined in the Project Implementation Manual (PIM). Additionally, comprehensive training should be provided to project finance staff on IFAD's accounting and reporting requirements. Furthermore, the project must establish an internal audit function, with independent internal auditors conducting audit periodically or semi-		

annually, evaluating the project management unit's internal controls and providing internal audit reports to IFAD upon request. Regular internal audits are essential to ensure the effectiveness of the project's financial management system.		
Accounting and financial reporting	Substantial	Substantial
Risk(s): Significant weaknesses in the timely preparation of unaudited annual financial statements undermine the benefits of effective external scrutiny. There is a risk of not maintaining a well-structured framework for tracking counterpart contributions, including RGoB co-financing, which may lead to challenges in generating counterpart financing reports or providing detailed data breakdowns. Weaknesses and delays in the preparation of consolidated annual financial statements impinge on their effective use of financial information. The project finance department's failure to prepare and submit quarterly interim financial reports and annual financial reports in accordance with the standards outlined in the IFAD Financial Management and Financial Control Handbook in a timely manner.		
Mitigations: Develop detailed financial management and reporting procedures as part of the PIM and provide intensive training to PMU and project finance personnel on their implementation. A fully customized and well-maintained accounting software or financial management information system (FMIS) with accounting and reporting features should be utilized to ensure effective financial operations and the generation of required financial reports. Additionally, training should be provided to project finance personnel on the use of the accounting software and report generation. Ensure the timely submission of interim financial reports (IFRs) and annual unaudited financial statements for the project.		
External audit	Substantial	Substantial
Risk(s): Delays in preparing consolidated annual financial statements result in delayed audits, thereby reducing the effectiveness of oversight.		

Delay in timely submission of audited financial statements weakens accountability.		
Mitigations: The PMU will coordinate with the Royal Audit Authority (Supreme Audit Institution-SAI) to ensure submission of the audit report and management letter in accordance with the IFAD Handbook (May 2023), within the period specified by IFAD. Conduct the project audit in accordance with the relevant auditing standards, specifically adhering to the International Standards of Supreme Audit Institutions (ISSAIs) for the timely submission of the audit report and management letter. Royal Audit Authority (Supreme Audit Institution-SAI) should develop an awareness and capacity development program for their staff so that they are well prepared for the auditing requirements when the change happens		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Moderate
Biodiversity conservation	Low	Low
Risk(s): The risks related to biodiversity conservation are low. Bhutan maintains over 70 per cent forest cover, with more than 50 per cent designated as protected areas and biological corridors. Committed to carbon neutrality, the country mandates at least 60 per cent forest cover in perpetuity. The project activities will have minimal impact on biodiversity and critical habitats. Bhutan's strong environmental and conservation policies effectively regulate land conversion and infrastructure development.		
Mitigations: While promoting climate-smart agriculture (CSA), the project will adhere to national regulations by avoiding activities in protected areas and buffer zones. Resource procurement, including wood, gravel, and sand, will adhere to Bhutan's stringent environmental regulations and its 16 biodiversity-related legislative acts. All project activities will align with national laws and management plans, ensuring minimal environmental impact and compliance with conservation standards. Additionally, the project will increase bee pasture through reseedling with native flora.		

Resource efficiency and pollution prevention	Low	Low
Risk(s): The risks related to resource efficiency and pollution are low as IMPACT will adhere to Bhutan's strong environmental and pollution prevention policies.		
Mitigations: Through the promotion of best practices in bio-fertilizer and bio-pesticide application, the project ensures safe and efficient use. Integrated pest management (IPM) and organic farming approaches will be encouraged to minimize environmental impact. Additionally, capacity-building initiatives will train farmers on responsible input use, while monitoring mechanisms will track compliance with Bhutan's environmental standards. These measures align with the country's strong conservation policies, ensuring sustainable agricultural growth with minimal ecological disruption.		
Cultural heritage	Low	Low
Risk(s): Eastern Bhutan is rich in cultural heritage, with sacred sites, monasteries, and landscapes of religious significance. While project activities do not directly impact these sites, indirect effects include potential disturbances to sacred sites or intangible cultural practices.		
Mitigations: To mitigate these risks, strict land-use protocols will prevent activities near culturally significant areas.		
Indigenous Peoples	Low	Low
Risk(s): The government of Bhutan promotes a national identity based on the concept of Driglam Namzha (Bhutanese cultural code of conduct) and the philosophy of Gross National Happiness, which emphasizes cultural preservation, environmental sustainability, and socio-economic development. All Bhutanese citizens are considered part of a homogenous national identity. The country is home to various ethnic groups, including the Ngalop, Sharchop and Lhotshampa. The eastern Dzongkhags are primarily home to the Sharchop people.		
Mitigations: An Inclusive approach towards stakeholder engagement will be undertaken to ensure all relevant stakeholders are consistently included and aware of projects' benefits, implications, and risks. Relevant provisions will be considered to ensure the consultation process is robust and inclusive, with measures providing		

access to remote areas, distinct language and other barriers that may impede access to information and full participation in decision making.		
Community health and safety	Moderate	Moderate
Risk(s): The project involves multiple activities—including dairy value chain development, post-harvest infrastructure, and youth-led agribusiness operations—that may pose health and safety risks to both workers and community members. Investments in milk collection and processing units, mushroom drying facilities, and vegetable aggregation centres might introduce occupational hazards, including risks of accidents, injuries from machinery, exposure to dust, organic waste, and noise pollution during construction and operation. The IMPACT project's livestock activities may pose limited health risks, particularly for individuals in direct contact with animals. Potential zoonotic disease transmission could occur through handling livestock or animal products, especially in areas with limited veterinary services.		
Mitigations: The project's focus on improving animal health services through Community para-vets will help mitigate these risks by strengthening disease surveillance and prevention. Additionally, the project will implement safety protocols to minimize minor occupational health and safety hazards for workers and community members. The project will have a strong focus on promoting food safety and hygiene standards in supported agri-businesses.		
Labour and working conditions	Moderate	Moderate
Risk(s): The project presents minor occupational health and safety (OHS) risks, particularly in construction, rehabilitation, mechanized and manual labour, and potential exposure to hazardous substances or pathogens.		
Mitigations: Employment terms and conditions are governed by Bhutan's Labour and Employment Act of 2007, which aligns with Standard 5. The Act mandates employers to provide written employment terms, specifying job duration, tasks, termination notice, wages, working hours, probation period, and leave entitlements (Chapter V). It also outlines provisions for compensation, benefits, overtime, minimum wage, labour dispute resolution, workplace grievance mechanisms, and worker associations.		

The Department of Labour under the Ministry of Industry, Commerce and Employment (MoICE) the Act through the Regulation on Working Conditions 2012. IMPACT will enforce safety protocols, providing training on safe equipment use, and ensuring the use of personal protective equipment (PPE).		
Physical and economic resettlement	Low	Low
Risk(s): The project is not expected to result in physical or economic displacement, forced evictions, or significant changes to land tenure arrangements. However, minor risks could arise from localized land-use changes associated with agricultural infrastructure development. These changes may indirectly affect access to resources for some communities, although the impact is anticipated to be minimal.		
Mitigations: The project will adhere to the ESCMP and ensure its proper monitoring throughout the implementation phase.		
Greenhouse gas emissions	Low	Low
Risk(s): Some investments in the dairy value chain, infrastructure, irrigation activities might be sources of Greenhouse Gas (GHG) emissions.		
Mitigations: As Bhutan is a unique carbon sink with the forests absorbing large quantities of CO ₂ from the atmosphere, the GHG emissions of the project will not be significant. In addition, the project is investing in activities that sequester carbon (like reseeded, organic and climate sensitive cropping approaches and inter-cropping).		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Risk(s): Smallholder farmers in Bhutan, particularly in eastern regions and highland areas like Bumthang are highly vulnerable to climate variability and change. Increasing temperatures and erratic rainfall patterns are affecting crop yields and water availability. Factors contributing to this vulnerability include climate-induced hazards such as flash floods, landslides, and droughts.		
Mitigations: IMPACT Project will promote climate-smart agricultural practices, including investment climate-resilient commodities like buckwheat, maize, mushrooms, and		

honey. The project will invest in water-efficient irrigation systems to reduce dependence on erratic rainfall and support the fallow land restoration and reseedling with dual-purpose plants that serve as both bee forage and commercial crops, enhancing pollination services and ecosystem health.		
Stakeholders		
Stakeholder engagement/coordination	Moderate	Moderate
Risk(s): Potential gaps in capacities and responsibilities among implementing partners. Limited experience with multi-stakeholder platforms for value chain coordination. Insufficient engagement of private sector actors in value chain development.		
Mitigations: Regular coordination meetings at national and dzongkhag levels. Development of multi-stakeholder platforms with structured engagement mechanisms. Strategic partnerships with private sector through formal agreements. Technical assistance for capacity building in stakeholder engagement and coordination management.		
Stakeholder grievances	Moderate	Moderate
Risk(s): Minor complaints related to target groups/members selection processes. Occasional misunderstandings about project procedures or timelines. Limited awareness of grievance redress mechanisms among remote communities.		
Mitigations: Establishment of comprehensive grievance redress mechanism including project-specific procedures and integration with government's eKaaSel system. Clear communication of grievance procedures during inception workshops and community meetings. Transparent target groups/members selection criteria with community validation. Regular feedback collection and responsive action protocols.		